



Mauvais départ.

Quand Christiane Chadal veut « rationaliser » la précarité ...(sic)

PARIS, LE 19 MAI 2008

*Le 31 mars dernier, la
réunion de suivi de
l'accord PARL a certes
apporté des réponses sur
les perspectives
d'évolution de carrière de
l'ensemble des PARLs et,
pour certains d'entre eux,
une amélioration salariale
mais, sur le fond du
métier, rien de nouveau à
l'horizon :
tout reste à faire.
Pour leur part, les CDD
continuent à être
globalement oubliés... pas
totalement toutefois
puisque la Direction
annonce vouloir
« rationaliser » leur
emploi.*

*Rationaliser, c'est un mot
à la mode mais on sait
tous ce qu'il cache...*

« **Rationaliser** (Larousse)

= rendre plus efficace et moins coûteux
un processus de production »

D'autant que, les syndicats ne sont pas conviés aux débats. On est donc prêt à parier que cette réflexion préconisera moins de CDD. Ces personnels, après des années de bons et loyaux services, seront « invités » à pointer au chômage. Un remake du citron, jeté une fois pressé. Mais on aurait tort de croire que seuls les précaires seront touchés par cette nouvelle politique.

- **Moins de CDD, c'est moins de remplacements** (RTT, vacances, maladies). C'est fatalement une pression plus grande sur les personnels et un chantage incessant au non-départ sous prétexte de « raisons impérieuses de service ».

- **Moins de CDD, c'est aussi moins de programmes** ou plus allégés sur certaines périodes, davantage de syndications pour réaliser des économies, des rediffusions à la pelle, des chroniques supprimées ; bref, une amputation du contenu.

SUD n'acceptera pas sans réagir que cette « rationalisation » de l'emploi des CDD se fasse au détriment de ce qui est la force des radios locales : des programmes faits localement.

Pour SUD, la seule vraie réponse à la précarité, c'est la mise en place, (à l'image de ce qu'ont obtenu les journalistes), d'un plan d'intégration de ces CDD. Un plan financé par la baisse des budgets consacrés à ces précaires.

Malgré plusieurs courriers, SUD n'a eu, à ce jour, aucune réponse de la Direction des Ressources Humaines aux demandes d'ouverture de négociation. Faudra-t-il suivre l'exemple des journalistes qui ont dû faire grève pour se faire entendre ?

Quoiqu'il en soit, nous ne lâcherons pas !